

# « Agir pour ne plus subir un système qui entretient une hiérarchie injustifiée »

Mélanie Guenais, maîtresse de conférences au Laboratoire de mathématiques d'Orsay, chargée de mission à l'université Paris-Saclay pour la valorisation des sciences et l'égalité, analyse l'impact des réformes récentes du lycée et propose des pistes de réflexion pour corriger les inégalités d'accès aux disciplines scientifiques, en particulier les mathématiques.

Propos recueillis par **PEGGY CÉNAC**,  
membre de la commission administrative

**Pour quelles raisons as-tu fondé le Collectif Maths&Sciences ? Quelles sont les évolutions depuis la création du collectif ?**

Le Collectif Maths&Sciences est né d'un rassemblement spontané après la flambée médiatique d'une note de la Société mathématique de France et des autres associations de mathématiques sur la chute de la part des filles en maths au lycée à la suite de la réforme du lycée en janvier 2022. Peu à peu, le groupe s'agrandit, avec plus de 30 associations aujourd'hui. Il rassemble différentes disciplines, différents mondes, l'académique et l'éducation, les professeurs de classes préparatoires scientifiques, biologie, économie, mais aussi des fédérations d'entreprises : actuelles, fédérations bancaires, du numérique, de l'ingénierie, de l'assurance. Les associations de promotion des femmes dans les filières et carrières scientifiques nous ont rejoints aussi. L'objectif de ce collectif est d'analyser la réforme pour en rendre publics les impacts et corriger ses effets pervers. L'amélioration de l'accès aux maths et aux sciences pour tous les publics constitue l'objectif commun. En octobre 2025, le rapport sur le lycée restitue l'ensemble du travail de ces trois années intenses : état des lieux, identification des causes, restitution des rencontres avec les politiques, points de convergence qui font consensus, et surtout des propositions de solutions.

Malheureusement, à ce jour, rien n'est mis en place pour corriger le système. Les annonces du ministère ont porté sur des solutions illusoire destinées à faire diversion et qui ont complexifié encore le système. À présent, on met en place un bac de maths pour tout le monde sans cours de maths dans le tronc commun : c'est incohérent, incompréhensible et injuste.

**Par le biais de ce collectif, tu as étudié les impacts de la réforme du lycée général de 2019 sur la répartition genrée des élèves selon les disciplines scientifiques. Que peux-tu nous dire de ces impacts ?**

L'organisation actuelle du lycée a provoqué des diminutions inédites de l'accès aux maths et aux sciences pour l'ensemble des élèves, plus marquées pour les filles. Alors que près de 90 % des élèves faisaient des maths jusqu'en terminale avant 2020, il n'y en a plus que la moitié aujourd'hui, et seulement 34 % de lycéennes. Même en comptabilisant l'option facultative de mathématiques, sur près de 400 000 bacheliers, c'est 100 000 filles et 50 000 garçons qui arrivent dans le supérieur avec un bac général sans maths. C'est du jamais-vu.

Les effectifs des élèves en parcours scientifiques deviennent minoritaires parmi les bacs généraux : ce n'était pas arrivé depuis l'après-guerre. Alors que la série S tendait vers la parité, les inégalités filles-garçons en maths et en sciences avec des maths se sont accrues à des niveaux jamais atteints au cours du dernier demi-siècle.

**En quoi la politique d'excellence excluant des mathématiques les élèves non destinés à former l'« élite » est-elle préjudiciable ?**

En supprimant l'accès aux maths pour les élèves qui ne sont pas considérés comme l'élite, on accroît la pression de sélection et les inégalités sur la discipline. Par exemple, en filière ES, il y avait 60 % de filles et la même proportion suivait la spécialité maths. Depuis la réforme, les profils équivalents se masculinisent, et la différence tend à s'aggraver : la part des femmes n'y est plus que de 45 %. Il y a des répercussions fortes dans les classes préparatoires en économie, où leur part est passée de 54 % en 2020 à 47 % en 2025.

Ce n'est pas une politique d'excellence, mais une politique de sélection sur les maths :

« L'organisation actuelle du lycée a provoqué des diminutions inédites de l'accès aux maths et aux sciences pour l'ensemble des élèves, plus marquées pour les filles. »

les conditions d'enseignement sont mauvaises, avec un programme trop plein et une absence de temps pour le travail sur le raisonnement. Ça augmente le stress des élèves, et ceux qui en ont les moyens recourent massivement aux cours particuliers. Il y a donc une augmentation des inégalités sociales dans la discipline, sans vraie amélioration des compétences des élèves qui ont pu poursuivre ces cours.

Ne pas pouvoir faire des maths au lycée entraîne de nombreux obstacles, à la fois dans les choix d'orientation, qui se trouvent limités, et dans les conditions de réussite. De nombreuses filières ont besoin de s'appuyer sur des prérequis en maths de niveau terminale, avec des contenus adaptés aux parcours : l'utilisation des statistiques, des outils numériques, de la logique, des expressions formelles simples pour la modélisation, des notions de géométrie font partie des outils utilisés un peu partout dans les cours à la fac.

Enfin, le recul critique sur les données chiffrées et la compréhension des algorithmes statistiques devraient être une priorité pour permettre l'autonomie et l'émancipation citoyenne : comprendre le fonctionnement des outils d'intelligence artificielle et des réseaux d'information, comprendre les enjeux sanitaires, comme on l'a vu pendant l'épidémie de Covid-19 par exemple.

### Quel regard portes-tu sur le poids des normes de genre dans les carrières des enseignantes-chercheuses ?

Il est énorme et écrasant. Les normes qui imposent la mobilité, la disponibilité, datent d'une époque où les femmes suivaient leur mari, qui était souvent seul à travailler et n'avait aucune charge à la maison. L'obstination à refuser de changer ces règles relève du déni sur les contraintes de la vie privée qui pèsent encore aujourd'hui davantage sur les femmes.

Les collègues ont aussi documenté la reproduction dans la sphère professionnelle de la répartition du travail dans la sphère privée : les femmes sont plus chargées des étudiants, de l'organisation de la vie collective, des tâches gratuites et invisibles, tandis que les hommes occupent les postes stratégiques et de direction, se libèrent davantage pour la recherche, la structuration de leur réseau.

Ces rapports de domination rendent l'accès des femmes aux postes les plus élevés extrêmement coûteux, avec des impacts réels sur leur bien-être.

Je ne parle pas bien entendu du sexisme et des violences du milieu qui peuvent détruire les carrières.

Je pense qu'il est urgent d'agir pour ne plus subir un système qui entretient une hiérarchie injustifiée, basée sur du réseau et de l'entresoi. La suppression des corps pour permettre des perspectives de carrière, des objectifs à atteindre, plutôt que des concours dont on connaît les biais dans les recrutements, une compensation salariale en fonction de l'ancienneté, des voies de recrutement réservées aux femmes pour permettre de féminiser rapidement le personnel enseignant. Bref, tout est à revoir.

### Quelles solutions proposes-tu face à ces inégalités d'accès aux études scientifiques ?

D'abord, rétablir un enseignement plus équitable au lycée en maths et en sciences qui permette à tous les élèves d'acquérir des bases solides en sciences : mettre en place quatre heures de maths pour toutes et tous les élèves en 1<sup>re</sup>, avec deux contenus différents pour pouvoir s'adapter aux élèves et garantir une réelle équité face aux maths ; garantir le maintien de la polyvalence scientifique en terminale sans perte de contenus.

Dans le supérieur, les choses sont plus complexes, car les filières sont nombreuses. Les quotas dans les grandes écoles permettraient de réduire les déséquilibres qui restent trop importants et génèrent du mal-être ou des violences pour les étudiantes.

Celles-ci se trouvent souvent en manque de repères face à un corps enseignant exclusivement masculin, comme dans les CPGE les plus prestigieuses : là aussi, il serait nécessaire de féminiser rapidement les effectifs, avec des voies réservées par exemple.

Enfin, préserver la sécurité de l'environnement des étudiantes actuellement dans nos parcours devrait être une priorité absolue : le laisser faire des agissements sexistes, du harcèlement, des violences dans nos locaux n'est pas acceptable. Malheureusement, la montée du masculinisme et de la culture « incel », encouragée par le sentiment de puissance procuré par les disciplines liées à la tech, est une réalité que nous ne pouvons pas ignorer, au risque de nous rendre complices des actes les plus graves. ■



© Christophe Peus

La mathématicienne  
Mélanie Guenais, fondatrice  
du Collectif Maths&Sciences.

« Ces rapports de domination [des hommes] rendent l'accès des femmes aux postes les plus élevés extrêmement coûteux, avec des impacts réels sur leur bien-être. »